Je souhaite procéder à la lecture des déclarations des OS lors de la dernière plénière de la SRIAS Grand-Est en date du 15 octobre 2018 :

……..

ceci étant fait, nous tenons, aujourd’hui à vous signaler que nous avons bien acté, que les services de la fonction publique en refusant de mettre à notre disposition les moyens humains nécessaires, ne nous permettraient pas de mettre en œuvre le budget préparé. Nous avons donc été contraints de refuser de voter celui-ci.

Depuis deux ans, nous avons signalé nos inquiétudes, et demandé une pérennisation de moyens. Depuis deux ans, nos demandes sont renvoyées d’un service à l’autre avec une belle constance.

A ce jour on a enlevé à la SRIAS Grand Est ses moyens de fonctionner correctement. On lui accorde des succédanés et ce faisant les services de l’état entendent faire croire que le nécessaire est fait.

Nous avons écrit, interpellé, sollicité, réclamé, exigé……. Sans aucune prise en compte de notre situation.

Et bien non, nous ne pouvons plus nous contenter de ces pis-aller.

A cet état de fait, purement Grand-Est, il convient de rajouter la nouvelle composition des SRIAS qui devrait être validée et qui ne correspond absolument pas à ce qui avait été envisagé lors de la réforme territoriale.

Ainsi, lors d’unions à trois régions, il avait été indiqué qu’un traitement particulier pourrait être apporté avec la mise à disposition d’un président et deux vice-présidents, et d’1 titulaire accompagné de 2 suppléants. Aujourd’hui il n’en est plus question. Ainsi mariage forcé à trois, mariage forcé à deux, ou célibataire sont traités de la même façon, faisant fi de l’équité entre les agents quel que soit le territoire et la taille de celui-ci.

Ces absurdités d’un système totalement bureaucratique, ajoutées à une réforme de la fonction publique ne sont plus acceptables, et en tant que représentants des agents nous ne devons pas les accepter.

Si l’état, ou ses services, choisit, par des décisions unilatérales, de rendre impossible un fonctionnement optimal des SRIAS, et ainsi de faire croire à leur inefficacité dans le but, peut-être, de les faire disparaître, ce n’est pas à nous, représentants des agents, d’apporter notre caution et d’accompagner les réformes.

Nous devons porter la voix de nos collègues en dénonçant les aberrations d’un système étatique qui ne correspond en rien à la réalité du terrain et il est temps de le faire savoir vigoureusement en refusant de se plier à des propositions inacceptables.